



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2896
30 novembre 1989

FRANCAIS

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2896e SEANCE

Tenue au Siège, à New York
le jeudi 30 novembre 1989, à 16 h 30

Président : M. LI Luye

(Chine)

Membres : Algérie
Brésil
Canada
Colombie
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Malaisie
Népal
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Sénégal
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Yougoslavie

M. DJOUDI
M. NOGUEIRA-BATISTA
M. FORTIER
M. PEÑALOSA
M. PICKERING
M. TADESSE
M. TORNUDD
M. BLANC
M. RAZALI
M. RAWA

M. RICHARDSON
Mme DIALLO

M. BELONOGOV
M. PEJIC

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 17 h 15.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LETRE DATEE DU 27 NOVEMBRE 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT D'EL SALVADOR AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/20991)

LETRE DATEE DU 28 NOVEMBRE 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU NICARAGUA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/20999)

Le **PRESIDENT** (interprétation du chinois) : Les membres constateront que la salle du Conseil a été équipée de façon à permettre la présentation de matériel magnétoscopique. J'ai été informé par les représentants d'El Salvador et du Nicaragua que leurs délégations respectives avaient l'intention, au cours de leurs déclarations, de présenter du matériel magnétoscopique en rapport avec la question à l'examen. Conformément à la pratique suivie antérieurement et ainsi qu'il a été convenu au cours des consultations du Conseil, j'ai prié le Secrétariat de prendre les dispositions techniques nécessaires.

J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants d'El Salvador et du Nicaragua des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur le point inscrit à l'ordre du jour. Selon la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Castañeda (El Salvador) et M. Serrano Caldera (Nicaragua) prennent place à la table du Conseil.

Le **PRESIDENT** (interprétation du chinois) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité est réuni en réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 27 novembre 1989, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies (document S/20991).

Le Président

Les membres du Conseil sont saisis d'une lettre datée du 28 novembre 1989 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies, document S/20999. J'attire l'attention des membres du Conseil sur les autres documents suivants : S/20985, lettre datée du 22 novembre 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies et S/20994, lettre datée du 27 novembre 1989, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Mexique, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité n'oublie pas qu'il convient d'encourager les efforts tentés pour que le processus de paix en Amérique centrale continue et que rien ne soit fait qui puisse les entraver. C'est pourquoi, comme il a été convenu au cours des consultations préalables du Conseil, je lance dès à présent un appel à tous les orateurs pour qu'ils fassent preuve de modération dans leurs déclarations afin de ne pas perturber le processus de paix.

Je donne d'abord la parole au représentant d'El Salvador.

M. CASTAÑEDA (El Salvador) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, en premier lieu, permettez-moi de vous féliciter du travail excellent que vous avez fait pendant votre présidence du Conseil de sécurité et de vous remercier d'avoir eu l'amabilité d'accéder à notre demande de convoquer d'urgence une réunion du Conseil pour connaître des graves actes d'agression commis contre mon pays, qui confèrent une dimension nouvelle à la situation du conflit centraméricain, et qui, de par leur nature, violent les règles inscrites dans la Charte des Nations Unies et qui, s'ils devaient continuer, mettraient en danger la paix et la sécurité de l'Amérique centrale avec de grands risques de dépasser le cadre régional.

Je saisis également cette occasion pour adresser nos félicitations à M. Yves Fortier, Représentant permanent du Canada, pour son excellent travail à la présidence du Conseil pendant le mois d'octobre.

Poussé par les circonstances, El Salvador vient devant le Conseil de sécurité dénoncer le Gouvernement du Nicaragua pour de graves actes d'agression dont la responsabilité incombe aux cercles dirigeants du régime sandiniste. Mais avant de faire le récit des faits, je voudrais rappeler quelques événements qui montrent l'attitude agressive du gouvernement sandiniste.

M. Castañeda (El Salvador)

El Salvador, en toute bonne foi, a souscrit aux Accords d'Esquipulas II et au Pacte de Costa del Sol. Ultérieurement, à la suite de l'élection présidentielle au cours de laquelle le peuple salvadorien a exercé librement son droit sacré et inaliénable au suffrage universel, M. Alfredo Cristiani a été élu président de la République d'El Salvador pour un mandat de cinq ans. Dès le début de son mandat, le Président Cristiani a accordé une importance prioritaire aux accords régionaux en vue de contribuer à la paix et au développement socio-économique de la région; il a donné son plein appui au projet de processus démocratique pluraliste et participatif en Amérique centrale. Dans cet esprit, il a apporté son concours aux travaux de la Réunion des Présidents à Tela, au Honduras, les 5, 6 et 7 août 1989, qui a abouti à un nouvel accord ratifiant les termes et conditions des accords antérieurs pour faciliter la solution des problèmes régionaux. Dans tous les accords que j'ai cités, l'interdiction absolue pour les gouvernements de la région d'aider les forces irrégulières qui se trouvent dans les différents Etats a été considérée comme une condition essentielle à la solution politique de la situation conflictuelle en Amérique centrale.

L'Accord de Tela recommande l'arrêt des hostilités et l'intégration à la vie démocratique grâce à la négociation politique avec ces forces. Certes, les négociations seront sérieusement entravées si ces forces irrégulières continuent de recevoir des approvisionnements en armes, de l'équipement militaire, un appui logistique, et de bénéficier de sanctuaires, ce qui encourage le recours à la violence de la part de ces groupes minoritaires d'inaurgés. Mais outre cet effet nuisible au dialogue, il y a une autre dimension bien plus grave : la violation du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats et en outre des actes d'agression tels que définis dans les instruments internationaux.

Depuis 1980, les gouvernements salvadoriens successifs ont dénoncé à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité, dans l'instance régionale de l'Organisation des Etats américains et dans l'instance sous-régionale qu'est la Réunion des Présidents d'Amérique centrale, l'attitude du régime sandiniste, qui s'obstine à poursuivre une politique d'assistance aux forces irrégulières d'El Salvador. Pour ne pas passer en revue les événements des 10 dernières années, je vous renvoie à titre d'exemple au document S/19486, du 9 février 1988, qui contient la demande du Gouvernement salvadorien à l'effet que le Groupe ad hoc de la Commission internationale de vérification et de suivi procède, lors de son

M. Castañeda (El Salvador)

séjour au Nicaragua les 5 et 6 janvier 1988, à une enquête sur les éléments concernant l'appui que le gouvernement sandiniste apporte aux forces irrégulières qui opèrent en El Salvador. Ce comportement constant a empiré ces derniers mois. En effet, le 18 octobre 1989, un camion a été intercepté en territoire hondurien après avoir traversé la frontière nicaraguayenne, et il transportait une quantité considérable d'armes destinées à l'arsenal des forces irrégulières qui opèrent en El Salvador. Les déclarations du chauffeur étaient claires et permettent d'affirmer que ce transfert d'armes avait été ininterrompu depuis 12 mois. Le contenu du chargement était le suivant : 17 pistolets mitrailleurs M-3 calibre 45, 6 pistolets mitrailleurs Sterling calibre 9 mm, 13 pistolets mitrailleurs Madsen calibre 9 mm, 1 pistolet mitrailleur M-23 calibre 9 mm, 1 fusil Garand M-1, 20 fusils d'assaut AK-47 ou AKM, 4 fusils d'assaut M-16, 9 fusils d'assaut Galil, 3 fusils d'assaut FN/FAL de 30 mm, 1 fusil d'assaut FN/CAL calibre 223, 2 pistolets de 9 mm, 1 mitrailleuse A-4, 1 mortier de 60 mm, 1 lance-roquettes RPG, 30 roquettes RPG, 19 000 munitions pour armes légères, 553 munitions pour mortiers de 60 mm, 102 grenades à main, 365 grenades pour fusils, 1 boîte de détonateurs à déclenchement électronique, 20 rouleaux de corde pour détonateurs, 295 chargeurs de différents types, 3 mines Claymore, 15 livres de poudre noire et 4 radios haute fréquence. A cet égard, le Gouvernement hondurien a fait en son temps une déclaration officielle.

A la suite de l'attaque impitoyable que les forces irrégulières ont lancée récemment en El Salvador contre le peuple salvadorien dans le dessein criminel d'assassiner le Président de la République dont les résidences officielle et privée ont été attaquées sauvagement au mortier, et d'une autre attaque du même genre, perpétrée dans l'intention criminelle d'assassiner le Président de l'Assemblée législative et d'autres hauts fonctionnaires du Gouvernement, la conduite du régime sandiniste est devenue encore plus claire avec les déclarations officielles, de pure propagande, de Daniel Ortega et des porte-parole de ce régime, qui ont appuyé sans réserve les forces antidémocratiques et irrégulières qui opèrent en El Salvador, avec l'appui de "Radio Venceremos", comme elle s'intitule elle-même, voix de ces forces irrégulières, relayée par "Radio Sandino" pour avoir une plus grande puissance d'émission.

M. Castañeda (El Salvador)

Le fait que divers commandants guérilleros des forces irrégulières se sont trouvés au Nicaragua avant et pendant l'exécution de ce plan criminel et violent, pour préparer et diriger à partir de leur poste de commandement à Managua, les opérations tactiques de cette opération, qui a causé plus de 1 000 morts et un grand nombre de blessés, est une preuve supplémentaire de l'appui sandiniste à la politique de guérilla de ces forces irrégulières, qui ont systématiquement rejeté le processus démocratique et n'ont jamais manifesté une véritable volonté de dialoguer, violant ensuite l'accord, réalisé à Mexico, selon lequel ils ne renonceraient pas au dialogue.

L'attaque rusée lancée contre la ville de San Salvador, avec des armes d'assaut modernes, a prouvé qu'une livraison récente de matériel de guerre avait été effectuée et il est évident que des dépôts de munitions non seulement avaient été constitués pendant de nombreux mois, mais avaient dû être constamment approvisionnés de façon à pouvoir maintenir pendant plus de huit jours un niveau de feu élevé. Ce plan criminel et désespéré de ces forces irrégulières minoritaires et antidémocratiques a requis la solidarité du régime nicaraguayen, qui non seulement s'est manifestée sur le plan moral, de la propagande et de la diplomatie, mais a également exigé la mise à l'épreuve de la volonté de ce régime de persister à aider de façon continue les forces irrégulières qui opèrent en territoire salvadorien.

Sans vouloir sous-estimer les facteurs internes qui sous-tendent les problèmes de chaque pays d'Amérique centrale, ni les multiples éléments exogènes qui influent sur eux, si l'on procède à une analyse objective de l'histoire récente de l'évolution des événements dans la région, nous pouvons affirmer catégoriquement que la rigidité, le caractère et l'orientation de la politique du régime sandiniste, qui s'acharne à imposer à son peuple un système anachronique et antidémocratique - et, ce qui est plus grave encore, qui prétend l'exporter dans les pays voisins - et son refus de modifier ou d'assouplir son comportement dans les relations au niveau de la région au profit d'un intérêt régional ont été les principaux éléments de tension dans les relations en Amérique centrale et l'obstacle fondamental qui a entravé le progrès du dialogue et de la concertation vers l'objectif d'une paix ferme et durable.

M. Castañeda (El Salvador)

C'est dans cet esprit que le gouvernement sandiniste a fait passer avant les pactes régionaux d'Esquipulas, de Costa del Sol et de Tela, sa volonté secrète de s'engager avec les forces irrégulières dont je viens de parler et a couru le risque d'entrer dans le jeu dangereux, dans cette situation critique, de fournir des munitions et des armements au groupe minoritaire antidémocratique qui opérait sous le slogan de "maintenant ou jamais", avec l'espoir de voir le peuple salvadorien se soulever pour appuyer sa stratégie. Le peuple a répondu à cette agression par un refus catégorique et retentissant.

Les faits se sont chargés de démontrer que le régime du Nicaragua n'a jamais été de bonne foi lorsqu'il a souscrit aux accords centraméricains. Il l'a fait dans le seul but de réduire et de supprimer l'insurrection au Nicaragua, mais il n'a jamais entendu que la même règle de conduite soit appliquée pour ce qui était des forces irrégulières opérant en El Salvador. Là, sa volonté et son attitude étaient diamétralement opposées à sa façon de confronter l'insurrection au Nicaragua. La stratégie du régime sandiniste était, et s'est révélée être d'encourager l'anéantissement de la résistance nationale au Nicaragua et, simultanément, dans sa praxis gouvernementale, de renforcer les groupes irréguliers en El Salvador.

Cette dualité du régime sandiniste est clairement apparue le 25 novembre dernier, lorsqu'est tombé accidentellement sur le territoire salvadorien un avion sans registre, provenant d'El Salvador, fait sur lequel nous présentons les informations suivantes : avion léger Cessna 310 accidenté aux coordonnées 7547 J/El transitó/Usulután, à 5 h 30. Caractéristiques de l'avion : Cessna 310, bimoteur; matricule officiel : FASAND 534; matricule général : YN-PYK; itinéraire de vol : parti de Monte Limar (86° 3' 9" ouest et 11° 47' 1" nord), cap sur 288° (cap magnétique), jusqu'au point dénommé San Felipe (87° 50' ouest et 12° 25' nord), cap sur 325° jusqu'à un point situé à 88° 21' ouest et 13° 10' nord). Cet avion transportait : 1 canon de 75 mm G-10, No 4615490; 1 trépied No 3790; 1 goniomètre No 60-2 K2-10 NNM05302; 1 missile Red-Eye; 22 obus de 82 mm; 25 obus pour canon de 75 mm; 24 missiles sol-air SAM-7.

Autres données : il y a un an, le système de communications a observé cet avion alors qu'il entrait au Guatemala sous le matricule de la force aérienne sandiniste 534.

M. Castañeda (El Salvador)

Détail des documents trouvés : 1 petite carte aéronautique en couleurs de la République d'El Salvador; 1 grande carte en couleurs; 8 feuillets manuscrits, contenant des notes sur un manuel de vol de l'avion léger Cessna 310 (liste de vérification); 1 feuille de papier bond, manuscrite, sur l'emploi du Red-Eye; 1 petit manuel, manuscrit, sur l'emploi du complexe C-2M, portant sur la couverture la mention "A détruire le cas échéant"; 2 formulaires de rapports sur la révision des avions du Servicio de Transporte Aereo S.A., de Managua (Nicaragua); 3 photographies, 2 de format cartes d'identité et une grande en couleurs; 2 pièces de monnaie de 500 cordovas chacune; 2 titres de transports urbains; 1 petite clef; 1 portefeuille noir; 1 morceau de carton en forme de chiffre quatre, manuscrit, sur un itinéraire de vol.

Afin que les membres du Conseil soient mieux renseignés, je demande l'autorisation de mettre à leur disposition le document qui reprend les données que je viens de fournir et que j'ai ici.

Cet événement est d'autant plus grave qu'un changement qualitatif a été introduit dans l'utilisation des armes plus perfectionnées, comme le sont les lance-missiles sol-air. C'est ainsi que le régime sandiniste est doublement responsable, car il a participé non seulement à la fourniture d'armes mais aussi à l'introduction de techniques de guerre plus perfectionnées, ce qui menace de provoquer l'escalade de la situation conflictuelle dans la région.

Afin que le Conseil puisse juger par lui-même du type d'armement qui faisait partie du chargement transporté par l'avion accidenté et qu'il prenne conscience du degré d'irresponsabilité atteint par le régime du Nicaragua dans sa volonté persistante de maintenir vivants les liens de solidarité avec les forces irrégulières en El Salvador, sans tenir compte des conséquences qu'entraîne le mépris des instruments internationaux existants, ni des répercussions que cela pourrait avoir sur les relations entre nos pays et dans le contexte régional, nous vous présenterons l'un des projectiles SAM-7 sol-air que transportait cet aéronef.

M. Castañeda (El Salvador)

En outre, nous aimerions, avec la permission du Conseil, présenter une bande-vidéo qui sera commentée par le colonel Carlos Armando Aviles.

Une bande vidéo est projetée dans la salle du Conseil.

M. AVILES (El Salvador) (interprétation de l'espagnol) : Cette bande-vidéo a été prise dans la zone de Piedra Pacha, dépendant de la juridiction d'El Transito, dans le département d'Usulután, 80 kilomètres à l'est de notre capitale, San Salvador. Le 25 novembre 1989, vers 5 h 30 du matin, un avion endommagé a été découvert. Il a été identifié comme étant un Cessna 310 bimoteur de la force aérienne officielle sandiniste, enregistré sous le numéro 534 et immatriculé YN-BYK. La bande que nous voyons maintenant montre le matériel transporté par cet avion dont les quatre occupants ont péri; trois d'entre eux étaient revêtus de tenues de camouflage, le pilote portait des vêtements civils.

Le matériel saisi à bord comprenait un canon de 75 millimètres sans recul et un missile Redeye. La bande montre maintenant l'arme avec laquelle, selon le témoignage d'un paysan de la région, l'un des occupants de l'appareil s'est donné la mort.

La bande-vidéo montre maintenant le missile Redeye et les 24 missiles SAM-7 ainsi qu'une carte de navigation aérienne et un plan de vol indiquant que l'avion avait décollé de Monte Limar, au Nicaragua. Les taches de sang visibles sur la carte proviennent probablement du pilote qui a été tué lorsque l'avion s'est écrasé. La bande-vidéo montre maintenant d'autre matériel également saisi.

Selon nos informations, il y a exactement un an, le système de communications de l'appareil avait été réparé au Guatemala. Lorsqu'il s'était posé dans ce pays, l'avion portait l'immatriculation 534 de la force aérienne sandiniste.

La bande-vidéo montre maintenant des grenades de 82 millimètres, au nombre de 22 ainsi qu'un missile qui, sous le choc, s'est brisé en deux. Les membres du Conseil peuvent voir actuellement un canon sans recul et une partie de la queue de l'appareil endommagé. Le numéro matricule a été recouvert de peinture blanche.

Les membres du Conseil peuvent voir maintenant les deux cartes de navigation aérienne de la République d'El Salvador indiquant le plan de vol et l'atterrissage prévu en El Salvador; les traits jaunes marquent les points de décollage et d'atterrissage.

Cette bande-vidéo constitue une preuve tangible des faits rapportés par l'Ambassadeur Castañeda.

M. CASTAÑEDA (El Salvador) (interprétation de l'espagnol) : El Salvador ne souhaite nullement voir la situation problématique qui règne en Amérique centrale conduire à des actes relevant de la légitime défense. Nous voulons croire que les Accords d'Esquipulas II, de Costa del Sol et de Tela fournissent le cadre permettant d'endiguer de tels actes d'agression irresponsables. Il appartient au Conseil d'empêcher une extension du conflit à l'ensemble de la région et de mettre un terme à toutes ces violations des accords centraméricains dont la mise en oeuvre stricte et efficace doit conduire à l'harmonie régionale.

Malgré ces actes d'agression, le Gouvernement d'El Salvador, dans un esprit constructif, estime qu'il est encore temps de sauver ces accords à condition que le Conseil de sécurité assume sa responsabilité première en apportant une contribution impartiale et efficace et en corroborant l'ensemble de nos accusations.

Le Gouvernement d'El Salvador ne demande pas au Conseil d'agir selon une procédure particulière; il se doit d'utiliser les moyens qu'il considère les plus appropriés pour réaliser ses objectifs. Mais si le Conseil décidait d'envoyer une mission sur place aux fins d'enquêter sur les circonstances et de déterminer les responsabilités, le Gouvernement d'El Salvador coopérerait pleinement avec cette mission laquelle ne pourrait que confirmer nos accusations. Le mandat de cette mission pourrait s'inspirer de l'esprit de la résolution du Conseil de sécurité qui a créé le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA). Ce serait là une occasion pour le Conseil de prouver son efficacité et d'assumer ses responsabilités. Nous espérons que le Conseil, en toute impartialité et objectivité, adoptera les mesures appropriées, car notre but est d'éviter toute aggravation de la tension grâce à une application stricte, totale et efficace des engagements pris pour instaurer la paix et la stabilité dans la région.

M. Castañeda (El Salvador)

Si les preuves présentées ici ou si l'opinion mondiale exprimée dans les médias sont suffisamment claires et convaincantes pour permettre au Conseil de sécurité de ne pas estimer nécessaire d'envoyer cette mission, le Gouvernement légitime que je représente confirme catégoriquement, que le but poursuivi est que l'on respecte pleinement les pactes centraméricains. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra éviter l'aggravation de la situation à l'avenir entre El Salvador et le Nicaragua. El Salvador ne restera pas indifférent si cette politique d'ingérence du régime sandiniste continue et si cette attitude agressive, irrationnelle et antihistorique se poursuit, le régime sandiniste entraînera une série de conséquences qui détruiront la paix en Amérique centrale.

Des circonstances malheureuses imposent à El Salvador la nécessité de convoquer pour la première fois de son histoire, le Conseil de sécurité en vue de dénoncer le régime sandiniste devant cette instance qui, par ses résolutions 637 et 644, s'est porté garant du respect des pactes centraméricains. Mais, si rien n'est fait pour décourager les violations flagrantes de la part du régime sandiniste des dispositions fondamentales qui donnent structure et équilibre à ces accords, le processus de paix et de développement socio-économique de la région sera immobilisé et pourrait même reculer, étant donné que les violations des Accords d'Esquipulas II, de Costa del Sol et de Tela rendent ces pactes nuls et non avenue.

Toutefois, le Gouvernement d'El Salvador garde une lueur d'espoir que le régime sandiniste respectera les pactes régionaux, non pas parce qu'il les aurait signés de bonne foi ou parce qu'il croit à leur doctrine, mais pour la raison pratique que s'il ne les respecte pas, tous les pays de la région seront lésés.

Soit le régime sandiniste continuera d'assister les groupes de forces irrégulières qui opèrent en El Salvador au détriment de la paix en Amérique centrale, soit il acceptera l'engagement historique de parvenir à un modus vivendi où les gouvernements intéressés pourraient au moins se respecter les uns les autres, sur la base d'accords régionaux, convenus au niveau des présidents et qui disposeraient de l'aval, sans réserve, de la communauté internationale.

Le Conseil de sécurité s'est réuni en d'autres occasions pour évaluer la situation en Amérique centrale, soit pour examiner des faits qui ont aggravé les tensions et augmenté la possibilité d'affrontements armés entre les Etats de la région, soit pour appuyer les efforts et les mesures visant à établir la paix dans la région.

M. Castañeda (El Salvador)

A la suite de cela, le Conseil de sécurité a adopté des résolutions qui contiennent une série de principes et de recommandations pour tous les Etats, entre autres, le droit pour tous les pays de la région de vivre en paix et en sécurité, libres de toute ingérence extérieure, le droit d'éviter toute mesure ou toute tentative visant à déstabiliser ou à saper les autres Etats et leurs institutions, le droit de respecter la souveraineté et le droit inaliénable des peuples à choisir librement leur propre système politique, économique et social, de développer des relations conformément aux intérêts des peuples sans ingérence extérieure, sans subversion, sans coercition directe ou indirecte ni menaces d'aucune sorte; la non-utilisation contre tout Etat de la région de mesures qui puissent entraver la réalisation des objectifs de paix et le refus d'appuyer ou de promouvoir ce type de mesures ainsi que l'arrêt immédiat de toute forme d'assistance qui, ouvertement ou secrètement, serait fournie par certains gouvernements régionaux ou extérieurs, aux forces irrégulières ou aux mouvements d'insurrection qui sévissent dans la région.

Ces principes et ces recommandations octroient des droits mais ils imposent également des devoirs; et les Centraméricains ont pour obligation de les respecter scrupuleusement pour ne pas donner à des Etats tiers des raisons d'intervenir dans une crise qui doit être résolue par les Centraméricains eux-mêmes.

Par conséquent, le régime sandiniste qui a recouru au Conseil de sécurité dans certaines situations, est en fin de compte obligé d'appliquer ces principes et de les respecter.

Le Gouvernement d'El Salvador, qui a été librement élu, est convaincu que le cas d'agression que nous portons devant ce conseil aujourd'hui recevra l'attention qu'il demande de toute urgence.

Le comportement du régime sandiniste que je viens de décrire, fait que le Gouvernement démocratique que je représente, a dû suspendre les relations diplomatiques avec Managua. Le Président Cristiani n'est pas parvenu jusqu'à la rupture pour laisser une porte ouverte dans le cas où existerait la possibilité que des mécanismes internationaux et centraméricains puissent fonctionner pour rétablir la validité des accords de paix régionaux perdus à cause de la conduite irrationnelle du régime sandiniste; si ce régime ne revient pas aux lois exigées par les accords centraméricains, El Salvador se verra dans l'obligation inéluctable de rompre les relations avec le Gouvernement du Nicaragua.

M. Castañeda (El Salvador)

Néanmoins, nous estimons qu'il convient d'avoir recours à un sommet présidentiel à des dates différentes de celles précédemment établies avant la crise causée par l'intervention du Gouvernement du Nicaragua en El Salvador. Ces dates devront être renégociées et le lieu peut être n'importe où, par exemple celui qui a été offert par le Gouvernement du Guatemala. Le seul lieu interdit pour des considérations d'éthique politique est pour le moment le territoire du Nicaragua. La souplesse, l'esprit centraméricain et la vocation de paix du Président Cristiani ne peuvent être plus éloquents que dans cette décision de stratégie.

Nous envisageons l'avenir dans une perspective historique mais, jamais, nous ne nous laisserons asservir par des forces ou des courants antidémocratiques.

Le PRESIDENT (interprétation du chinois) : Je remercie le représentant d'El Salvador des paroles aimables qu'il a bien voulu m'adresser.

L'orateur suivant est le représentant du Nicaragua. Je l'invite à faire sa déclaration.

M. SERRANO CALDERA (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, avant de faire ma déclaration, je voudrais vous demander la permission de présenter au Conseil quelques diapositives et cassettes-vidéo ayant trait aux différents sujets que je traiterai plus tard.

Une série de diapositives sont projetées dans la salle du Conseil.

COMMENTATEUR (interprétation de l'espagnol) : Ces images sont celles des victimes des escadrons de la mort.

Ce sont les victimes des plus récents bombardements contre la population civile par l'armée salvadorienne. La violence a frappé les mères des suspects. L'Oficina de Comadres, une organisation qui regroupe les mères des prisonniers, a été détruite le mois dernier.

Cette photo est celle du siège de la fédération syndicale FENASTRAS qui a été détruit par l'explosion d'une bombe attribuée à des secteurs liés au Gouvernement salvadorien.

Nous avons ici une photo de l'archevêque Arnulfo Romero, assassiné par les escadrons de la mort.

Sur cette diapositive, nous voyons l'église San Fernando qui a été bombardée par les forces armées salvadoriennes.

Cette photo nous montre l'assassinat brutal des prêtres jésuites et de leurs deux assistants à l'université catholique de San Salvador. Ces meurtres sont attribués à des factions des forces armées salvadoriennes.

Enfin, nous avons ici des photos du bombardement de la population civile par l'armée salvadorienne, y compris des maisons détruites et des enfants victimes de ces bombardements aveugles.

Voici maintenant une brève bande-vidéo des derniers événements.

Une bande-vidéo est projetée dans la salle du Conseil.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'espagnol) : Les coûts humains, sociaux et économiques ont été extrêmement élevés, mais nous gardons espoir.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'espagnol) : Je ne crois pas que tout soit perdu. Ces 10 années ont été douloureuses, mais je crois qu'elles nous permettront de progresser rapidement sur les plans politique et social.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'espagnol) : Qui peut quantifier le coût de 10 années de guerre - 70 000 morts, les crimes des escadrons de la mort très actifs - tous commis impunément -, l'assassinat de l'archevêque Romero, un crime resté impuni, plusieurs milliers de personnes déplacées et l'abus flagrant des droits de l'homme? Les Salvadoriens sont nombreux à avoir vu leur vie détruite ou gravement affectée par la guerre durant ces 10 longues dernières années. C'est une guerre qui ne semble pas avoir de fin. Le nombre des victimes pourrait se multiplier.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'espagnol) : En 1988, les violations des droits de l'homme en El Salvador se sont accrues de 67 % d'après l'Eglise catholique. La majorité des morts ont été causées par les forces de sécurité du Gouvernement et les escadrons de la mort.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Défendre la démocratie signifierait que nous avons une démocratie ici. Or nous n'avons pas de démocratie.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Le père Martin Barro, un Américain qui a fait ses études en psychologie sociale, est venu en El Salvador il y a 20 ans. Il a procédé à un sondage indépendant dans le pays.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Cela est-il devenu aussi une guerre américaine?

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Oui, c'est une guerre américaine, parce que les Américains sont la force principale dans le pays. Les Etats-Unis sont les principaux fournisseurs de l'appui militaire à l'une des parties, et les Américains paient pour la guerre.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Les images que vous allez voir sont la preuve dramatique que, malgré un appui massif des Etats-Unis à l'armée salvadorienne...

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Ecoutez, le problème du pays n'est pas un problème de communisme ou de capitalisme. Le problème du pays est celui de la répartition fondamentale des richesses, des besoins fondamentaux.

Dans ce pays, quand vous demandez que ces besoins soient satisfaits, vous devenez subversif. Et vous êtes un subversif. Pourquoi? Parce que si vous voulez satisfaire ces besoins fondamentaux, vous devez changer le système social. Vous devez changer le régime. Vous devenez alors un communiste, vous devenez un rebelle, vous devenez un révolutionnaire, et vous devez alors être réprimé, et vous êtes réprimé. Et puis il y a la répression, et c'est le début de la guerre civile.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : El Salvador 1989. Plus de 800 personnes tuées depuis samedi, parmi eux six prêtres jésuites tirés de leur lit, torturés et assassinés pendant la nuit. En tout, plus de 70 000 morts ces 10 dernières années.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Les avions et les hélicoptères, la crainte et encore l'horreur des atrocités. Peu après 3 heures ce matin, environ 20 hommes en uniforme sont entrés par effraction dans cette université. Ils ont battu et torturé six prêtres, leur bonne et sa fille. Ils les ont tués ensuite par balle. Le correspondant de la chaîne ABC, Peter Collins, a dit que les soupçons pesaient sur les fameux escadrons de la mort du pays.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement a immédiatement jeté le blâme sur les rebelles de gauche, mais d'après des preuves indirectes, il faut chercher dans l'autre direction - vers l'extrême droite.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Les escadrons de la mort ont été associés à l'aile droite du parti politique ARENA, qui détient la présidence et la majorité à l'Assemblée législative.

Ignacio Correa - lui et ses compagnons éditérent un journal d'études centraméricaines. Ils étaient souvent accusés de sympathiser avec les rebelles. Il y a deux semaines, une des victimes, Segundo Montes, a dit à un interviewer qu'il avait été victime de menaces : "J'ai été accusé à tort par les forces armées et l'ARENA de justifier la violence du FMLN. Généralement, ce qui s'ensuit c'est l'exécution par les escadrons de la mort", a-t-il dit, "mais à ce jour, je n'ai pas encore été tué."

Il y a un mois, une autre victime, Ignacio Martín Barro, vice-recteur de l'université, a dit qu'il acceptait la possibilité de mourir.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'anglais) : Je crois que c'est une indication claire des risques encourus par quiconque continue d'être en faveur des droits de la majorité du peuple salvadorien. Nous sommes prêts à accepter ce fait.

VOIX (bande sonore) (interprétation de l'espagnol) : En El Salvador, alors que l'armée accuse le Gouvernement du Nicaragua d'armer la guérilla, les dirigeants du FMLN découvrent que les contras nicaraguayens sont parmi leurs principaux agresseurs.

Ici, nous avons un commentaire sur la provenance des armes en Amérique centrale.

COMMENTATEUR (interprétation de l'espagnol) : Maintenant, nous vous montrons quelques photos en appelant l'attention sur ce qui suit : notez la photo de l'avion complètement détruit. C'est une photo d'Associated Press. Remarquez maintenant les armes qui provenaient supposément de cet avion, et qui sont tout à fait intactes. Le Gouvernement salvadorien a déclaré officiellement que le pilote de l'avion était Mauricio Quiros, de nationalité nicaraguayenne, qui, d'après la même source, serait mort. Dans son article le Philadelphia Enquirer fait état de déclarations par M. Quiros qui, en fait, est en très bonne santé, à Managua.

M. SERRANO CALDERA (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis d'exprimer notre satisfaction de vous voir présider le Conseil durant ce mois et de vous féliciter de la façon dont vous dirigez les travaux de cet important organe des Nations Unies.

Mon gouvernement constate avec une profonde satisfaction que notre demande d'élargir les objectifs de cette réunion portant sur l'examen

"...des graves conséquences que la forte dégradation de la situation en El Salvador a sur le processus de paix en Amérique centrale" (S/20999) a été immédiatement acceptée. Elle permet de donner au problème sa dimension et sa perspective correctes dans le cadre du même point de l'ordre du jour.

La situation présentée par le représentant d'El Salvador ne fait que masquer les causes réelles du drame que le peuple salvadorien vit depuis longtemps. Avec un minimum de sens des responsabilités, on ne peut ni ne doit attribuer les causes véritables de la tragédie de ce peuple frère d'Amérique centrale à des facteurs externes qui, supposément, viseraient à déstabiliser la situation interne d'El Salvador.

El Salvador est un des cas les plus pathétiques de l'histoire de l'Amérique latine. L'exploitation systématique et persistante a été la norme de conduite des gouvernements qui se sont succédé dans le pays : le peuple en a été la victime perpétuelle. L'alliance entre une des oligarchies les plus insensibles et une des armées les plus répressives a maintenu par le sang et le feu les mécanismes et les instruments d'exploitation populaire. Un minimum de sérieux exige que l'on aborde les véritables causes du problème.

Lorsque l'Eglise s'est dissociée de cette alliance d'oppression à la suite de l'influence bénéfique rénovatrice du Concile Vatican II (1962-1965) et de la Conférence de Medellín (1968) et lorsque les prêtres et religieux de nombreuses parties du monde, d'Amérique latine - et particulièrement d'El Salvador - ont assumé avec toutes les conséquences possibles leurs responsabilités pastorales et leur vocation d'aider les pauvres, ils sont devenus les cibles de la répression et de la violence institutionnalisée. Ce n'est qu'à partir de cette perspective historique et structurelle qu'on peut cerner exactement et honnêtement les raisons, l'origine et l'évolution de la crise salvadorienne.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

C'est en violant les droits de l'homme du peuple salvadorien que les secteurs minoritaires et privilégiés d'El Salvador ont réagi aux revendications justes et pressantes de la majorité.

Cette violation par la structure du pouvoir ne saurait être expliquée que dans ce contexte et quiconque connaît, ne serait-ce que de façon élémentaire, quelques aspects de l'histoire de ce pays martyrisé saura que la violence contre les pauvres, les dépossédés, les marginaux, a depuis plusieurs décennies couvert ce pays voisin de sang, mais au cours de ces 10 dernières années, la répression a pris des proportions effarantes et atteint aujourd'hui son paroxysme.

Certains ne savent peut-être pas que, depuis 1932, ces pages d'horreur affligent El Salvador. L'assassinat de 30 000 agriculteurs parce qu'ils réclamaient le minimum de moyens de subsistance marque le début d'une ère de terreur et de cruauté. Parmi les pages les plus douloureuses figurent notamment l'assassinat de l'archevêque d'El Salvador, Mgr Oscar Arnulfo Romero; ceux de plusieurs religieuses américaines, du Président de la Commission salvadorienne des droits de l'homme; et, plus récemment, de syndicalistes et de prêtres jésuites dont l'assassinat a bouleversé la conscience internationale.

Nous ne pouvons qu'exprimer notre profonde inquiétude devant la répression dont est victime le peuple salvadorien. Nous avons déjà évoqué plusieurs cas, peut-être ceux qui ces derniers jours ont frappé davantage l'opinion publique mondiale.

Au cours de notre intervention, nous ne voulons pas allonger la liste des horreurs. Nous devons toutefois appeler l'attention des membres du Conseil de sécurité sur le fait que Mme Lucia Barrera de Cerna, qui a été témoin de cet abominable crime commis il y a quelques jours, n'a pu rester dans son pays parce que le Gouvernement salvadorien ne pouvait garantir sa sécurité. Accompagnée de sa famille, elle a donc dû partir aux Etats-Unis pour protéger sa vie et celle des siens.

C'est avec stupéfaction que nous avons pris connaissance de la lettre adressée par le Ministre de la justice - qui lui-même l'a rendue publique - à S. S. le Pape lui demandant de retirer tous les religieux de l'Eglise catholique romaine du pays car il n'existe pas de garantie minimum pour leur vie et leur intégrité physique. Je suis stupéfait par la portée de cette déclaration, car dans mon pays les religieux et les prêtres non seulement sont respectés et aimés mais ils peuvent également devenir ministres ou ambassadeurs.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Nous ne pouvons qu'indiquer la même préoccupation que David Dinkins, maire élu de New York, et Raymond Flynn, maire de Boston, qui font partie de la longue liste des maires et édiles de nombreuses villes des Etats-Unis qui ont adressé une lettre à M. George Bush, Président des Etats-Unis, et aux membres du Congrès, dans laquelle ils critiquent l'assistance militaire qu'offre ce pays, les Etats-Unis, au Gouvernement d'El Salvador, en disant :

"Pendant les neuf dernières années, les Etats-Unis ont fourni une assistance de plus de 3 milliards et demi de dollars à El Salvador et des centaines d'effectifs de personnel dont les activités ont un rapport avec la guerre. Mais la politique des Etats-Unis a échoué car ils n'ont pu imposer les réformes indispensables pour instaurer la démocratie et faire régner la stabilité et la paix en El Salvador."

Nous ne pouvons que prendre acte de ce que dit M. Elliot Abrams, dont les opinions sont bien connues et qui est au-dessus de tout soupçon quant à une quelconque sympathie à l'égard des causes populaires en Amérique centrale, qui, d'après un télégramme de l'agence Efe en date du 26 novembre, à Washington, dit :

"... que, à en juger d'après les 10 ans d'histoire dont nous disposons - sur le conflit salvadorien - je pense que la mort des jésuites et des deux femmes a été l'oeuvre des militaires et non celle du FMLN... Nous n'avons pas d'indice selon lequel la guerrilla agirait de la sorte. Dans le passé, certains militaires salvadoriens ont été associés à ce que l'on appelle les escadrons de la mort et à la droite."

Nous ne pouvons qu'attirer l'attention sur l'indignation d'innombrables personnalités, parmi lesquelles José O'Hare, jésuite et Président de l'université de Fordham, qui a accusé le Gouvernement des Etats-Unis, selon une information de l'agence Efe du 22 novembre :

"... de fournir des 'armes aux bouchers' en El Salvador, le rendant indirectement responsable de la mort de six ecclésiastiques la semaine passée." En outre, il a déclaré :

"Au bout de 10 ans de réponses évasives et équivoques et d'un tissu d'ambiguïtés, les assassinats de jeudi dernier posent brutalement la question qui continue d'obséder les Etats-Unis dans leur politique envers El Salvador : 'Pouvons-nous donner des armes aux bouchers sans être éclaboussés par le sang de leurs victimes innocentes?'"

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

O'Hare a fait ces déclarations dans une homélie prononcée pendant une messe célébrée à la mémoire des jésuites assassinés, à laquelle assistaient plus de 1 000 ecclésiastiques, parmi lesquels figuraient John O'Connor, archevêque de New York, trois évêques et M. Renato Martino, représentant du Saint-Siège auprès des Nations Unies.

Nous voulons attirer l'attention du Conseil de sécurité sur la déclaration conjointe des divers responsables des Eglises les plus représentatives des Etats-Unis, parmi lesquels Mgr Edmond L. Browning, évêque actuel de l'Eglise épiscopale, M. James A. Andrews, "Stated Clerk" de l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis et le Rév. James Hamilton, Secrétaire général du Conseil national des Eglises chrétiennes aux Etats-Unis. Dans leurs déclarations, ces hommes d'Eglise ont dit entre autres :

"Nous sommes persuadés que les activités du Gouvernement des Etats-Unis jusqu'à ce jour n'ont pas été suffisantes pour obtenir un quelconque changement important dans le comportement du Gouvernement salvadorien. En outre, nous sommes inquiets du fait que l'attention se détourne de la crise actuelle provoquée par l'incident suscité récemment à la suite de la chute d'un avion chargé d'armes, prétendument parti du Nicaragua. Détourner ainsi l'attention est inacceptable..."

Nous ne pouvons que partager les mêmes sentiments que l'Assemblée de la Communauté européenne qui s'est déclarée, selon un télégramme de l'agence Efe en date du 23 novembre à Strasbourg, en France :

"Profondément préoccupée et indignée par la brutalité des escadrons de la mort qui mettent à profit la situation de guerre pour perpétrer sans scrupule des actes condamnables."

La Commission européenne, représentée par Frans Andriessen, responsable des relations extérieures, et je cite la même source :

"A accepté la demande des députés européens visant à suspendre immédiatement l'assistance communautaire à El Salvador jusqu'à la signature d'un armistice entre le Gouvernement et les rebelles."

Nous ne pouvons que mentionner le rapport de l'Americas Watch du 24 novembre dans lequel on accuse les forces armées salvadoriennes d'avoir commis des assassinats de catégories précises de personnes, des détentions arbitraires de non-combattants et des tortures, et qui dans la mesure où il est possible de le déterminer, auraient causé de nombreuses victimes civiles à la suite d'attaques

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

aériennes sans discrimination dans les quartiers pauvres. En outre, ledit communiqué de l'Americas Watch attirait l'attention sur le fait que le Gouvernement de l'ARENA a présenté de nouveau au Congrès salvadorien, cette semaine, une loi qui avait été proposée antérieurement mais qui n'avait pas été adoptée du fait de l'indignation nationale. Nous savons que cette loi a déjà été approuvée et qu'elle impose diverses sanctions à ceux qui participeraient à toute organisation qui pourrait être considérée arbitrairement comme subversive, ou qui posséderait des documents pouvant être qualifiés également de subversifs.

En vertu de cette nouvelle législation, tout rapport sur les droits de l'homme à des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats d'Amérique sera considéré comme criminel. Cette nouvelle législation prévoit une peine d'emprisonnement de cinq à 10 ans dans le cadre de :

"Toute visite à l'étranger ou tout message qui encouragerait des déclarations par lesquelles d'autres Etats ou organismes internationaux trouveraient motif à intervention dans les affaires intérieures d'El Salvador."

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Cette nouvelle loi pourrait aussi être utilisée contre des institutions étrangères qui fournissent une assistance humanitaire et contre ceux qui en bénéficient. En vertu de cette loi, la presse encourt des peines arbitraires allant de un à quatre ans d'emprisonnement.

Nous ne pouvons qu'être stupéfaits à la lecture de la longue énumération de violations des droits de l'homme qui figure dans les rapports d'Amnesty International, du National Council of the Church of Christ et d'autres. Dès 1980, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est elle-même déclarée préoccupée par la situation des droits de l'homme en El Salvador. C'est ainsi que le 11 mars 1981, elle a désigné un représentant spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. Dans son rapport (A/CN.4/1989/23), ce représentant spécial, M. José Antonio Pastor Ridruejo, fait état d'une augmentation constante du nombre de violations graves des droits de l'homme pour raisons politiques, et en particulier d'un grand nombre de cas de tortures, d'arrestations et d'attentats dirigés contre la vie et l'intégrité de personnes et de violations fréquentes des normes du droit humanitaire international.

Nous ne pouvons que partager les craintes et l'indignation légitimes exprimées dans les déclarations et les homélies de Leurs Eminences Arturo Rivera y Damas, archevêque d'El Salvador et Gregorio Rosa Chavez, archevêque adjoint. Nous ne pouvons que faire part de notre douleur et exprimer notre solidarité avec les déclarations faites par le vicaire général de l'ordre des jésuites et avec de nombreuses autres déclarations faites dans plusieurs autres régions du monde.

Nous ne pouvons qu'être étonnés par l'attitude adoptée par le Gouvernement des Etats-Unis après l'arrestation de Jennifer Casolo du groupe "Christian Education Seminars". Comme il est relaté dans The New York Times du 29 novembre 1989, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a refusé à sa propre compatriote la présomption d'innocence, universellement reconnue comme l'un des fondements des droits de l'homme et l'une des garanties fondamentales du respect des règles. Nous ne pouvons que souscrire au jugement du sénateur Christopher Dodd sur cette question, qui a déclaré :

"Je suis révolté par les remarques attribuées aux fonctionnaires du Gouvernement des Etats-Unis, ces dernières 48 heures, qui affirment, voire insinuent, que Jennifer Casolo est coupable de quelque chose". (The New York Times, 29 août 1989, p. A8)

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Faisant valoir que l'Administration Bush a refusé à Mme Casolo la présomption d'innocence, le sénateur Dodd a déclaré que les commentaires émanant de fonctionnaires de l'Administration sur cette question étaient "injustifiés, préjudiciables et irresponsables". (Ibid.)

Il n'est pas possible de se réfugier derrière un rideau de fumée, un rideau de sang, et la communauté internationale doit assumer avec courage et détermination le rôle qui lui revient en débattant de ces problèmes et en essayant de les résoudre dans le cadre véritable dans lequel ils se produisent et non pas à la lumière de situations fausses par lesquelles on tente de déformer la réalité et de masquer les responsabilités.

Il est encore plus étonnant que ceux qui lancent des accusations contre le Nicaragua, au Conseil de sécurité, non seulement sont responsables devant l'histoire de la tragédie endurée par leur propre peuple, mais ont été, ces huit dernières années, la pierre angulaire du plan d'agression des Etats-Unis contre mon pays.

Les aéroports d'El Salvador ont servi à maintes reprises au décollage et à l'atterrissage d'avions qui, tout au long de ces années, ont acheminé des armes aux contre-révolutionnaires. Qu'il me suffise de rappeler le cas d'Eugène Hasenfus, ce mercenaire américain capturé après que son avion qui venait de l'aéroport d'Ilopango en El Salvador eut été abattu au-dessus du territoire nicaraguayen, comme cela a été prouvé alors de manière irréfutable et comme M. Hasenfus l'a lui-même déclaré. Je souligne que les missiles sol-air dont on a parlé ici, qui auraient pu venir de n'importe où et être acheminés par n'importe qui ne prouvent absolument rien, ont été introduits par le Nicaragua durant une escalade qualitative de la guerre centraméricaine. Je ne veux pas débattre de ce point, parce qu'il n'est pas essentiel. Je rappellerai simplement aux membres du Conseil que c'est le Gouvernement des Etats-Unis qui a été le premier à introduire des missiles sol-air en Amérique centrale lorsque, dans les années 80, il en a fourni aux contre-révolutionnaires nicaraguayens.

Il suffit de se reporter aux journaux et de suivre les informations télévisées concernant le procès d'Oliver North pour avoir une idée de la responsabilité très grande des gouvernements et de l'armée d'El Salvador dans la guerre criminelle, illégale et immorale livrée contre le Nicaragua.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Ceux qui ont agi de la sorte dans leur propre pays et dans le contexte de la crise centraméricaine ne peuvent avoir d'autre intention que de mettre délibérément en danger le mécanisme de paix qui a été mis en place avec tant d'efforts et de difficultés, ces quatre dernières années, depuis la première réunion historique d'Esquipulas en 1986. Et ils agissent ainsi, pour les raisons internes et externes dont nous avons parlé, parce qu'ils sont incapables de respecter les engagements pris conformément aux Accords Esquipulas, Alajuela, Costa del Sol et Tela, parce que l'oligarchie et l'armée sont incapables de faire des réformes appropriées qui réuniraient des conditions acceptables de justice sociale et économique dans un pays dont la puissance et la propriété ont été, tout au long de son histoire, confisquées par une minorité de familles. Parce qu'ils sont incapables aussi de respecter les accords d'Amérique centrale élaborés après des négociations sérieuses et de fond avec le Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional en vue d'aboutir à une solution politique du conflit dans ce pays frère. La bombe placée dans les locaux de la FENASTRAS, Fédération syndicale des travailleurs salvadoriens, qui a tué une dizaine de dirigeants syndicaux, et le refus d'assumer les arrangements énoncés dans les accords de paix d'Amérique centrale sont également à l'origine des événements récents.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Nous ne pouvons penser que ce n'était pas là l'intention, quand on sape les mécanismes et les instruments centraméricains conçus, ces dernières années, à partir d'Esquipulas, et quand on s'apprête à rompre ou à suspendre les relations avec le Nicaragua. Nous ne le savons toujours pas de façon certaine car, au moment où j'écrivais ces lignes, mon gouvernement n'avait encore reçu aucune communication officielle, bien que le Président Cristiani l'ait proclamé aux quatre vents. Mais, après avoir écrit cette déclaration, j'ai reçu aujourd'hui de Managua la note qui, je crois, est arrivée hier, trois ou quatre jours après les annonces faites publiquement par le Président Cristiani.

Nous ne pouvons que penser qu'on a l'intention délibérée de saper les mécanismes pacificateurs définis à Esquipulas. Il en a été de même lorsqu'il s'est agi de constituer le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) et la Commission internationale pour le relèvement et le développement de l'Amérique centrale (CIAV), et lorsque le Gouvernement salvadorien a refusé de se conformer à la demande faite par le Conseil de sécurité de différer cette réunion pour faciliter les négociations visant à sauver la prochaine réunion au sommet centraméricaine.

En tout cas, les différences d'attitude entre le Nicaragua et El Salvador sont patentées. Alors que ce dernier rompt les relations, ne se conforme pas à la demande du Conseil de sécurité et saisit le Conseil de cette affaire pour envenimer l'atmosphère, juste avant la tenue possible d'une conférence des Présidents d'Amérique centrale, alors qu'El Salvador annonce la rupture de ses relations avec le Nicaragua et saisit le Conseil de sécurité en passant outre à la Commission exécutive et aux autres mécanismes établis dans le cadre des accords centraméricains, le Nicaragua, lui, n'a jamais fait cela, bien qu'il ne soit un secret pour personne que le Gouvernement d'El Salvador et son armée ont participé aux agressions lancées contre notre pays. Le Nicaragua n'a jamais agi de la sorte, bien que personne n'ignore qui finance et qui dirige cette guerre et où sont situées les bases de la contre-révolution, dont les attaques, depuis une dizaine d'années, ont précipité mon pays dans la lutte et les effusions de sang.

Aucun autre pays d'Amérique centrale n'a souffert d'une telle concertation pour organiser le crime. Cependant, nous nous sommes toujours efforcés de rechercher, par les moyens civilisés du dialogue, de la diplomatie et du droit international, une solution au conflit.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Nous avons patronné et appuyé avec enthousiasme les conférences présidentielles. Depuis 10 ans, nous essayons d'amener l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains (OEA) à participer à ces réunions afin de faciliter la recherche d'une solution à la crise en Amérique centrale. Nous avons été de ceux qui ont montré le plus d'intérêt à la constitution de l'ONUCA et de la CIAV; nous avons respecté l'obligation incombant à tous les Etats d'Amérique centrale de faire vérifier les élections par des observateurs internationaux; nous avons avancé la date des élections d'un an; nous avons libéré une bonne partie des détenus emprisonnés pour activités militaires contre-révolutionnaires; nous avons approuvé une nouvelle loi sur les moyens d'information; nous avons réformé la loi électorale et respecté nos engagements concernant le dialogue national. Et je me demande : qu'ont fait les autres?

Les Etats-Unis, publiquement et par tous les moyens à leur disposition, se sont opposés à ce que les éléments de la contre-révolution soient démobilisés aux dates fixées par les Présidents des pays d'Amérique centrale dans les Accords de Tela. De toute évidence, d'ici au 5 décembre, il n'y aura pas de démobilisation de la contra pour ces raisons, mais cette démobilisation est la clef et le facteur essentiel de l'instauration de la paix.

Il est évident, comme nous l'avons déjà dit, que le Gouvernement d'El Salvador n'a respecté aucune des obligations qu'il a contractées aux termes des accords signés et des engagements souscrits par les pays d'Amérique centrale.

Aux termes des Accords d'Esquipulas II et des déclarations faites par la suite, le Gouvernement salvadorien s'est engagé à mener à bien les processus de dialogue politique et les efforts de réconciliation nationale conduisant à un cessez-le-feu convenu et à une solution politique du conflit salvadorien. Plus récemment, à Tela, au Honduras, les Présidents des pays d'Amérique centrale ont lancé un appel pressant

"au Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) pour qu'il mène à bien un dialogue constructif en vue d'une paix juste et durable..."

(S/20778, annexe I, p. 10)

et ont demandé, de manière également pressante,

"au Gouvernement salvadorien d'assurer, avec d'entières garanties et dans l'esprit de la section 2 du processus de Guatemala, l'intégration des membres du FMLN à la vie pacifique." (Ibid.)

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Et nous nous demandons : Qu'a fait le Gouvernement d'El Salvador pour trouver une solution au conflit interne qui déchire son peuple? Est-ce que le Président Cristiani est en mesure d'assurer, avec d'entières garanties - comme il s'y est engagé à Tela, au Honduras - l'intégration des membres du FMLN à la vie pacifique institutionnelle?

Le refus du gouvernement de M. Cristiani de convenir d'un cessez-le-feu avec la guérilla et de relancer le processus de négociations qui s'était déroulé au Mexique et à San José, au Costa Rica, et sa décision de rompre les relations diplomatiques avec mon pays et de refuser l'invitation à la prochaine conférence au sommet centraméricaine, qui devait avoir lieu, au mois de décembre prochain, à Managua, indiquent clairement qu'on ne veut pas suivre les voies du dialogue et de la négociation et qu'on a l'intention de reprendre le sentier de la guerre.

C'est cette situation qui préoccupe gravement le Nicaragua et, j'en suis certain, le Conseil de sécurité, ainsi que la communauté internationale.

Nous ne pouvons passer sous silence la grave responsabilité qui incombe, dans cette situation, au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique du Nord. Ce sont eux qui financent, avec des milliards de dollars, l'aide militaire destinée au Gouvernement d'El Salvador. Ce sont eux qui n'ont cessé de faire obstacle aux efforts de paix des Présidents des pays d'Amérique centrale. Ce sont eux qui ont pris la décision de ne pas démobiliser la contre-révolution, allant ainsi à l'encontre des Accords de Tela, qui précisent que ces forces mercenaires doivent être démobilisées et désarmées, rapatriées ou réinstallées avant le 5 décembre de cette année.

La paix doit être le résultat d'un effort concerté fait par tous et doit partir du principe que tous doivent reconnaître honnêtement les obligations de chacun : je veux parler de tous les Etats d'Amérique centrale, qui font partie du plan de paix, et des Etats-Unis, qui ont fait partie du plan de guerre.

En attendant, il est urgent que le Conseil de sécurité prenne les mesures appropriées afin de garantir le respect des droits de l'homme fondamentaux en El Salvador et d'encourager les mesures visant à la proclamation d'un cessez-le-feu concerté et à l'ouverture de négociations efficaces et constructives entre le Gouvernement d'El Salvador et le FMLN, comme l'exigent les accords des Présidents des pays d'Amérique centrale et la voix de la communauté internationale, y compris celles de S. S. Jean-Paul II, du Parlement européen, de l'OEA et du Mouvement des pays non alignés, entre autres.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

C'est dans cet esprit que ma délégation accompagne cette demande humanitaire, que nous présentons pour éviter un bain de sang en El Salvador, d'un projet de résolution que nous avons remis, hier, au Président du Conseil de sécurité.

Compte tenu de l'importance que revêt la préservation du processus de paix lancé par Esquipulas II, ainsi que de l'imminence de la prochaine conférence au sommet présidentielle, nous pensons que le Secrétaire général de cette organisation et le Secrétaire général de l'OUA, outre le travail louable qu'ils ont accompli dans tout ce qui touche au conflit en Amérique centrale, devraient exercer ou continuer d'exercer leurs bons offices afin d'assurer la tenue de la prochaine conférence au sommet centraméricaine prévue pour les premiers jours du mois de décembre. Leur participation, tout comme celle d'autres pays qui désirent véritablement contribuer à la pacification de l'Amérique centrale - qu'ils aient ou non participé, par le passé, aux démarches pacificatrices - revêtirait une très grande importance, en particulier à l'heure actuelle où la grave détérioration de la situation en El Salvador met sérieusement en danger le processus de paix en Amérique centrale et exige le concours le plus efficace de la communauté internationale dans la recherche d'une solution au conflit.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Certes, nous demandons la cessation des hostilités en tant que condition préalable et essentielle à la paix en El Salvador, mais nous lançons également un appel énergique au nom de la justice sociale et économique pour que l'on réduise les iniquités et que l'on rétablisse la dignité fondamentale de l'être humain dans ce pays.

Mettre fin aux hostilités est indispensable et urgent, mais ce n'est pas suffisant. La guerre annule la paix, mais la fin de la guerre n'amène pas pour autant une paix authentique. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, bien que cela soit une condition indispensable à la paix; la paix signifie une vie libre et digne, le respect des valeurs morales de l'être humain et le respect de l'autodétermination et de la souveraineté des peuples. La paix signifie le respect de la vie et de l'intégrité physique de la personne humaine. La paix signifie le respect des droits de l'homme.

Même si nous demandons instamment un cessez-le-feu et la fin des hostilités en El Salvador, nous ne pouvons oublier qu'il est et qu'il sera indispensable d'établir dans ce pays un système plus humain et socialement plus équitable.

Comme le déclarent les Accords d'Esquipulas II du 7 août 1987, nous croyons que nous devons tous "relever le défi historique de forger un avenir de paix pour l'Amérique centrale", "nous engager à lutter pour la paix et à éliminer la guerre", et "donner le pas au dialogue sur la violence et à la raison sur les ressentiments". (S/19085, p. 3)

Pour conclure, nous souhaitons nous faire l'écho du message adressé par S. S. le pape Jean-Paul II à la Compagnie de Jésus. Le message se lit comme suit :

"Ayant été informé de l'horrible assassinat à San Salvador de six pères jésuites, je fais part à votre compagnie de notre immense peine et de notre vive compassion devant la douleur de toute la Compagnie de Jésus et des familles des victimes. Je prie Dieu pour le salut de leurs âmes, en lui demandant instamment que ce sacrifice ne soit pas vain et qu'il soit porteur du germe de l'amour fraternel et de la concorde pour le pays martyr d'El Salvador."

Le PRESIDENT (interprétation du chinois) : Je remercie le représentant du Nicaragua des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Le représentant d'El Salvador a demandé la parole. Je la lui donne.

M. CASTAÑEDA (El Salvador) (interprétation de l'espagnol) : Ma déclaration a été particulièrement prudente, réfléchie et constructive, mais je ne puis garder le silence après ce que je viens d'entendre et devant tant d'insolence de la part d'un représentant d'un gouvernement qui a peur de faire face à la volonté librement exprimée de son peuple et qui dresse un écran de fumée tout en lançant une violente attaque contre mon pays, en aidant des forces irrégulières, en faisant fi des principes les plus élémentaires et les plus fondamentaux qui régissent la communauté internationale, en violant tous les pactes qu'il a conclus et en agissant de façon irresponsable et sans retenue en parlant des affaires intérieures d'un autre pays.

Dans sa constitution, mon pays assure le respect des droits de l'homme, et c'est un engagement que nous assumons non seulement parce qu'il est inscrit dans notre constitution, mais également parce qu'il représente la conviction profonde du peuple et du Gouvernement d'El Salvador. Ces jours derniers, des événements absolument horribles se sont produits dans mon pays. Combien de personnes auront trouvé la mort à cause des livraisons d'armes du Nicaragua? Le Nicaragua alimente l'agression contre mon pays et c'est cette agression que je suis venu dénoncer devant ce conseil.

M. PICKERING (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un profond regret que je suis obligé de prendre la parole pour dénoncer les nombreuses accusations infondées lancées par le représentant du Nicaragua contre les Etats-Unis. Il est regrettable que, dans son long discours incendiaire, il ait semblé essayer en quelque sorte de justifier les actions de son gouvernement, qui s'ingère si ouvertement dans les affaires intérieures d'El Salvador.

La guerre du FMLN contre le régime démocratiquement élu d'El Salvador s'est intensifiée de façon marquée. Les Gouvernements du Nicaragua et de Cuba l'ont permis, comme nous l'avons vu sur l'écran, en organisant le réarmement massif du FMLN avec des armes perfectionnées d'origine soviétique, qui comprennent maintenant des missiles SA-7.

Nous sommes stupéfaits de l'escalade téméraire, dangereuse et inexcusable du conflit en El Salvador, situation qui ne peut que contribuer à prolonger l'affrontement violent. La guerre en El Salvador, les preuves en sont claires, est produite à Managua. Les sandinistes, en violation flagrante des engagements qu'ils

M. Pickering (Etats-Unis)

ont assumés en vertu des Accords d'Esquipulas et de Tela, continuent de réapprovisionner le FMLN, avec l'appui de Cuba, sous les auspices des commandants du FMLN qui se trouvent à Managua.

Il convient de se demander ce que le gouvernement sandiniste cherche à obtenir. Ces derniers mois, les sandinistes ont suspendu le cessez-le-feu au Nicaragua. Ils ont procédé à de larges mouvements de troupes à la frontière du Honduras, et ils ont introduit dans le conflit en El Salvador une nouvelle génération d'armes.

Le Gouvernement du Nicaragua cherche clairement à focaliser l'attention en Amérique centrale sur le conflit militaire plutôt que sur son propre processus électoral. Les sandinistes violent manifestement les Accords d'Esquipulas et de Tela, en expédiant et en fournissant des armes au FMLN. Nous lançons un appel urgent au Gouvernement du Nicaragua et à ceux qui approvisionnent les fournisseurs, pour qu'ils respectent l'esprit des accords.

Que l'on ne s'y méprenne pas : les Etats-Unis appuient le processus de démocratisation et de paix consacré dans les Accords d'Esquipulas. Ces accords offrent une procédure fiable pour l'instauration d'une paix véritablement stable et durable en Amérique centrale et d'une vie meilleure pour les nombreuses victimes de la guerre et du dénuement économique de la région.

L'aide économique, militaire et humanitaire que les Etats-Unis fournissent au El Salvador est une aide fournie à un gouvernement constitutionnellement élu pour appuyer le processus de paix et compenser les dommages causés par la guérilla à l'économie et à l'infrastructure.

En ce qui concerne l'aide à la résistance nicaraguayenne, la position des Etats-Unis est claire. Les Etats-Unis ont cessé toute aide militaire à la résistance nicaraguayenne, et en cela ils respectent le processus d'Esquipulas. En fait, les Accords de Tela prévoient spécifiquement la fourniture d'une aide humanitaire.

Le Gouvernement du Nicaragua a agit d'une manière totalement opposée. Le Nicaragua aide un groupe d'insurrection dont les représentants politiques ont reçu moins de 4 % des voix et qui luttent contre un gouvernement constitutionnellement élu, en violation directe du processus de paix. L'aide du Nicaragua aux insurgés n'est pas seulement de nature militaire. Elle perpétue la pire forme d'aide inhumaine, en ce qu'elle encourage le terrorisme de la guérilla dont le résultat est la perte tragique de plus de vies encore.

M. Pickering (Etats-Unis)

Ce n'est pas là une façon de promouvoir un processus de paix. Le monde et les insurgés d'El Salvador devraient en fin de compte reconnaître et respecter un gouvernement élu démocratiquement, s'ils désirent établir la paix et l'ordre. C'est pourquoi nous continuons d'appuyer le Gouvernement d'El Salvador, pour que la démocratie puisse survivre.

Les Etats-Unis d'Amérique sont fidèles à leur engagement d'appuyer le Gouvernement démocratiquement élu d'El Salvador dans sa lutte contre les agissements violents et de nature terroriste du Front Farabundo Martí de libération nationale, appuyé par les sandinistes du Nicaragua.

Le PRESIDENT (interprétation du chinois) : Je donne maintenant la parole au représentant du Nicaragua.

M. SERRANO CALDERA (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Nous avons finalement entendu parler le représentant du pays qui est derrière la crise en Amérique centrale. Il est bon qu'il le fasse devant cette instance, où il porte une responsabilité à laquelle il peut difficilement échapper. La fourniture d'armes, qui n'est ni une invention ni une affirmation hypothétique ni un prétexte, mais un fait qui a été confirmé et reconnu par le Gouvernement des Etats-Unis lui-même, a été responsable de la mort de 50 000 personnes au Nicaragua et de 70 000 en El Salvador.

Il est bon que ces responsabilités aient été clairement établies mais je me dois d'attirer l'attention sur le fait que ce sont précisément les fournisseurs invétérés d'armes à l'Amérique centrale qui appellent l'attention sur cet aspect. Je crois que l'histoire et les faits sont évidents pour tous et nous permettent de savoir quelle est la réalité. Je n'invente rien ici et je n'ai pas recours à la rhétorique pour justifier ma position; il s'agit d'un fait que les Etats-Unis eux-mêmes ont reconnu et qui est évident : au cours de huit années de guerre contre mon pays, ils ont armé et financé les forces contre-révolutionnaires. Ce sont là des faits et non de la rhétorique.

Une autre chose curieuse et qui devrait attirer l'attention est que ce sont précisément les représentants d'un pays qui contribue activement à l'intervention dans ce processus électoral, par le biais d'un financement, reconnu publiquement, à l'opposition de mon pays, qui viennent parler des élections au Nicaragua.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Finalement, je voudrais dire que le but essentiel de ma déclaration - comme le Conseil, y compris le représentant des Etats-Unis, l'a fort bien compris - a été de signaler une situation et de réaffirmer que l'on ne peut jouer avec des théories externes à la crise, tout en se lavant les mains des responsabilités internes de chaque pays. Tel était le noeud de mon intervention.

Lorsque je parle des problèmes internes, je me réfère aux Etats-Unis, dont les agissements en Amérique centrale ne peuvent être considérés comme un facteur externe, mais comme une cause de déstabilisation, aussi bien dans la région que dans chacun des pays centraméricains; ce sont eux qui sont derrière toutes les dictatures, qui ne se sont jamais préoccupés de l'exploitation invétérée des peuples de l'Amérique centrale, et qui portent de ce fait une large part de responsabilités dans ce problème.

Mais le but de mon intervention était également - vous l'aurez tous compris - de lancer un appel à la paix, à la recherche d'un cessez-le-feu concerté et d'un dialogue efficace, immédiat et substantiel, ainsi que de négociations véritables, où pourraient être trouvés les fondements d'une solution au conflit salvadorien.

Je lance également un appel au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il agisse de façon conforme à ces lueurs de paix qui sont apparues récemment dans la région centraméricaine et pour que nous luttons tous ensemble pour que cette situation ne déborde pas les limites actuelles de la vie centraméricaine, de la vie politique, sociale, économique et culturelle de l'Amérique centrale. Nous demandons aux Etats-Unis d'aider les pays centraméricains à résoudre eux-mêmes leurs problèmes et à s'entendre entre eux, parce que, véritablement, en dépit de tout, de toutes les contradictions et de tous les conflits, de toutes les crises, les racines qui unissent nos peuples sont très profondes et, comme je l'ai dit à plusieurs reprises au cours de différentes interventions ici, aux Nations Unies, ce qui nous unit est beaucoup plus fort que ce qui pourrait nous séparer.

Tel était l'esprit de mon intervention, qui reflète la position du Gouvernement de mon pays. Nous espérons que, dans cet esprit également, les Etats-Unis comprendront finalement que les peuples ont un destin propre, qu'ils ne sont pas seulement des reflets dans un miroir ni des conséquences pures et simples de la politique extérieure d'un pays, si grand soit-il, et que, en fin de compte, à l'origine de toute crise, il y a toujours une injustice, mais également qu'au coeur

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

de toute espérance, il y a une possibilité cachée, une réalité qui permettra demain de jeter les bases des principes, des perspectives et des possibilités d'avenir pour tous les peuples d'Amérique centrale qui souhaitent vivre en paix.

Il ne revient pas aux Etats-Unis de faire des déclarations après les Accords de Tela selon lesquelles la contre-révolution ne démobilisera pas le 5 décembre, mais seulement après les élections. Ce n'est pas à eux à décider de ces choses, parce que personne ne leur en a donné le droit; il ne s'agit pas d'un droit divin et ils n'ont été délégués par personne. Il nous faut tous respecter les faits; ceci n'est pas un discours incendiaire; peut-être que pour le représentant des Etats-Unis, c'est incendiaire d'appeler les choses par leur nom et d'attirer l'attention sur les causes et non sur les effets apparents et délibérément trompeurs. Lorsqu'on dit que les forces de la contre-révolution ne se démobiliseront qu'après les élections, cela constitue une nette ingérence dans la politique intérieure du Nicaragua, une violation flagrante des accords des Présidents centraméricains et un obstacle évident au processus de paix en Amérique centrale.

Je voudrais conclure en lançant un appel à la compréhension, à la raison et à l'éventualité que tous ensemble, sous l'égide des Nations Unies, nous puissions enfin trouver le chemin de la paix en Amérique centrale.

Le PRESIDENT (interprétation du chinois) : Il n'y a plus d'orateurs pour cette séance. La prochaine séance du Conseil de sécurité consacrée à l'examen du point inscrit à l'ordre du jour sera fixée après consultation avec les membres du Conseil.

La séance est levée à 19 h 5.